



Empêcher un ravage social en marche, c'est possible !

4,05 millions de demandeurs d'emploi recensés en France en novembre. Un nombre bien supérieur de salariés précaires et de salariés à temps partiel non voulu. Des destructions d'entreprises, des destructions de services publics.

Un climat glacé qui n'a rien à voir avec le temps s'installe sur notre pays.

En 2007, Warren Buffet, une des plus grosses fortunes au monde, avouait tranquillement : « la guerre des classes existe, c'est un fait, mais c'est la mienne, la classe des riches, qui mène cette guerre et nous sommes en train de la gagner ».

Que faut-il davantage encore pour que les salariés et les usagers des services publics, la quasi-totalité de notre peuple, prenne conscience que tout ça tourne très mal et qu'il est temps de se retrousser les manches ?

40 000 suppressions d'emplois à la poste depuis 2004. Près du double à l'Education Nationale dans le même temps. Les annonces de fermeture de tribunaux se multiplient. On commence à se poser des questions de fond en voyant les annonces de suppressions d'emplois dans les hôpitaux. Notre modèle social prend un sacré coup de moche.

1989 avait commencé justement par l'annonce de la réforme de l'Hôpital, avait continué avec l'instauration de la banalisation du travail le dimanche, la « mobilité » des fonctionnaires et la prétendue impossibilité de la privatisation de la poste avec l'ouverture de son capital.

Des mouvements de fond ... d'indignation sociale et de refus populaire ont marqué la volonté de la population de garder sa poste, comme elle souhaite garder ses services publics. Impressionnants, mais encore insuffisants.

Un travail unitaire à entretenir en permanence et à améliorer et approfondir

La FSU a lutté, par des grèves et des manifestations unitaires, pour que la plateforme unitaire du 5 janvier 2009 soit élaborée et défendue.

L'unité s'est brisée sur les rochers pourtant visibles de la dépendance de certaines organisations à des partis politiques incapables de comprendre qu'une rupture de fond est nécessaire si on veut espérer arrêter les dégâts et construire un monde meilleur.

Les mêmes problématiques se présentent en cette année 2010 avec l'annonce faite depuis longtemps par le gouvernement de l'ouverture de « discussions » sur les retraites et sur la réforme des collectivités territoriales.

Des initiatives unitaires sont engagées, avec la CGT et Solidaires, pour organiser la défense des services publics et pour donner un prolongement actif à la campagne « le service public est notre richesse ».

Dès ce lundi, notre section départementale a proposé à nos partenaires une réunion de mise en œuvre des décisions prises au niveau national.

Défendre les communes et les départements

Le 9 décembre était la date anniversaire de la création des départements en 1789. Le 14 décembre était la date anniversaire de la création des communes en 1789.

Même si le président de l'association des régions de France, par ailleurs président du conseil régional d'Aquitaine, fait des mauvais jeux de mots, son analyse des décisions du président de la République de « réformer » (encore !) les communes et les départements comme une résurgence du jacobinisme face à une décentralisation girondine est pour le moins malheureuse en ces temps de liquidation des conquêtes des luttes populaires et des grèves, voire des révolutions.

Tout cela obéit en effet à des directives supranationales dictées par le patronat et tout cela aboutit, comme les « modernisations » fiscales, à l'aggravation des conditions de vie des salariés et des citoyens.

Comme le peuple en armes l'a fait à Valmy le 20 septembre 1792 pour défendre la Nation (et non pas l'identité...), comme l'avaient fait le peuple de Grenoble le 7 juin 1788 et celui de Vizille le 21 juillet avant de réussir à chasser le roi, il faut inventer une nouvelle insurrection nationale pour mettre enfin un terme à cette avalanche de « réformes » chacune plus dévastatrice que la précédente, pour sauver les services publics, pour préserver et améliorer les conquêtes sociales, pour inventer ensemble une société laïque, de paix, de liberté, d'égalité et de fraternité.

Que faut-il davantage ? : Expliquer, expliquer, expliquer ; organiser, organiser, organiser ; mettre effectivement en œuvre les décisions d'action nationale difficilement gagnées, élargir l'éventail des organisations qui appellent à la lutte. En montrant que ça sert à quelque chose. En expliquant que c'est indispensable et urgent. En écoutant les colères, les besoins et les aspirations nombreuses des collègues et des usagers de nos services publics.

Ils l'avaient annoncé et ils le font : les attaques contre nos services publics, contre nos statuts, contre nos salaires, contre nos retraites, contre notre organisation sociale, contre nos libertés, contre nos valeurs fondamentales de solidarité et de fraternité sont puissantes, déterminées et organisées. Il s'agit pour eux de DETRUIRE tout ce que nos pères (nos mères) et grands-pères (et grands-mères) ont conquis au cours des derniers siècles.

Mais ce n'est pas parce qu'ils sont déterminés que nous devons être résignés. Ce n'est pas parce qu'ils sont actifs que tout cela est fatal : nous sommes le peuple, souvenons-nous-en !

En cette nouvelle année, donnons-nous le mandat unitaire de convaincre et d'agir.